

Tous les Canadiens francophones s'irritent certainement d'entendre un chef d'État étranger leur indiquer la façon de promouvoir leurs intérêts. Bien que né dans le Royaume-Uni, je me sentirais profondément offensé si le gouvernement de Grande-Bretagne nous disait comment diriger nos affaires. (*Applaudissements*) Je pense que les Canadiens francophones auront la même réaction. Ils n'aimeront pas non plus qu'on les qualifie d'enfants abandonnés; abandonnés, oui, mais enfants non. Après deux siècles d'abandon, ils forment un peuple mûr et travaillent avec leurs compatriotes à résoudre toutes nos divergences et à forger un glorieux destin pour le Canada, un destin que nous cherchons à accomplir nous-mêmes, en sachant que nous pouvons l'accomplir nous-mêmes sans aucune ingérence étrangère.

Les Canadiens français ne se laisseront pas envoûter, par des appels nostalgiques, à une nouvelle forme d'impérialisme. Nous célébrons cette année le centenaire du Canada et si nous en sommes fiers, c'est bien parce que nous avons réussi à nous débarrasser de toute forme d'impérialisme et que nous sommes maintenant un État souverain. Je ne crois pas que les Canadiens français, pas plus que les autres Canadiens, veulent se débarrasser d'une forme d'impérialisme pour se voir riviés aux chaînes d'une autre. (*Applaudissements*)

Le moment est venu, je crois, monsieur l'Orateur, pour les membres de tous les partis de stipuler clairement deux choses. Premièrement, que nous croyons en un Canada fort, uni et viable; que nous voulons que les gens de toutes races et de toutes langues unissent leurs efforts pour faire du Canada une grande puissance souveraine qui assurera le bien-être à ses habitants et qui pourra jouer un rôle de plus en plus important au sein de la communauté des nations.

Deuxièmement, que nous reconnaissons qu'il existe au Canada deux communautés distinctes du point de vue linguistique et culturel, et que ceux de nous qui font partie de la communauté anglophone souhaitent voir se réaliser entièrement les aspirations légitimes de la communauté francophone. Sous ce rapport, nous devons résoudre certains problèmes, mais nous le ferons à notre manière et selon nos propres méthodes.

[M. Douglas.]

• (3.00 p.m.)

J'espère que nous nous y essaierons sous peu. Plus nous retarderons, meilleures seront les occasions qui s'offriront à ceux qui pêchent en eau trouble. C'est pourquoi les membres de notre parti réclament l'établissement d'un comité parlementaire pour discuter de la constitution. Nous sommes convaincus que les députés s'entendent beaucoup plus qu'on ne pourrait le croire de prime abord. Nous croyons que le plus tôt nous attaquerons au problème, le plus tôt nous réussirons à le résoudre et, partant, meilleures seront nos chances d'édifier un Canada fort et uni.

[Français]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, au nom du Ralliement créditiste et de mes collègues, je suis heureux d'appuyer les paroles que vient de prononcer le très honorable premier ministre (M. Pearson) et je le fais en tant que Canadien français de la province de Québec. (*Applaudissements*)

Lorsque le très honorable premier ministre dit: «La politique du Canada sera décidée par les Canadiens, et les Canadiens français sont capables de se tailler une place dans la confédération canadienne sans chercher à écraser les autres», cela est vrai, et cela deviendra de plus en plus vrai, puisque, d'un bout à l'autre du Canada, aujourd'hui, on accepte le fait français comme jamais dans le passé.

Que nous ayons vécu des accrochages depuis 1867, tout le monde l'admet. Mais, monsieur l'Orateur, de par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, une chose a quand même été consentie à toutes les provinces canadiennes, et spécialement à la province de Québec, et je veux parler, par exemple, des droits en matière d'éducation, où le gouvernement fédéral ne s'est jamais immiscé et où le gouvernement provincial avait toute l'autorité voulue en matière de voirie, de santé, d'agriculture, et de développement de ses ressources naturelles. Au fait, si la province de Québec décidait de développer telle richesse plutôt qu'une autre, il n'appartenait ni à l'Alberta, ni à l'Ontario, ni à la Colombie-Britannique de s'immiscer dans les problèmes de la province de Québec.

Monsieur l'Orateur, lorsque le général de Gaulle déclare que le Québec obtiendra sa souveraineté, je dis que la province de Québec a eu plus de souveraineté au sein de la Confédération canadienne que n'importe quel pays attaché à la France, depuis que la France est France. (*Applaudissements*)